



Développement des firmes multinationales et évolution du régime capitaliste

Alors que la concurrence internationale n'a jamais été aussi vive, aucun conflit anti-impérialisme ne semble probable; le chiffre des investissements, le rythme de la production se maintiennent à des taux élevés bien que le taux de l'intérêt soit particulièrement élevé puisque, dans tous les pays, la dévaluation du dollar a été une victoire politique et économique des Etats-Unis, l'actuelle crise monétaire internationale, qui n'a jamais été aussi longue ni aussi profonde, n'empêche pas le développement des très grandes entreprises (bien que la crise ait particulièrement frappé le dollar et que la plupart de ces entreprises soient d'origine américaine). Dans certains pays « sous-développés » (Brésil, Egypte) certains éléments ne répondent plus aux définitions traditionnelles du sous-développement; dans certaines régions de pays industriellement avancés, apparaissent au contraire des caractères qui sont ceux de pays sous-développés.

En somme, dans toute une série de secteurs les mécanismes auxquels on est habitué ne fonctionnent pas et les schémas utilisés par le mouvement ouvrier pour étudier l'évolution de la société capitaliste ne suffisent plus à rendre compte de la réalité.

C'est qu'un nouvel élément est intervenu depuis les années 1960 : le développement et l'action de sociétés multinationales qui tendent à devenir a-nationales.

Jusqu'ici, la notion de solidarité nationale avait un sens très précis pour les firmes capitalistes : la puissance de la monnaie nationale déterminait la capacité financière de l'ensemble des entreprises du pays, la puissance militaire, politique, diplomatique conditionnaient leur aptitude à se procurer des matières premières, de la main-d'œuvre, ou à conquérir un marché, en cas de difficultés, par exemple, de déséquilibre de la balance des paiements, il fallait prendre des mesures d'ampleur nationale (hausse du taux d'intérêt, restriction des importations, voire dévaluation) qui touchaient (plus ou moins) toutes les firmes du pays, etc.

Dans ces temps pas tellement anciens, un des rôles de l'Etat était d'assurer aux entreprises nationales les meilleures conditions pour affronter la concurrence étrangère (crédits d'Etat pour la recherche scientifique, politique coloniale, commerciale, monétaire, voire militaire) et pour leur réserver les ressources de l'empire et le marché intérieur (réglementation de la production ou de la vente, technique du protectionnisme : tarifs douaniers, contingentements).



La même solidarité nationale touchait aussi les travailleurs : la différence de niveau de vie entre les pays, l'effet d'une dévaluation sur le pouvoir d'achat des travailleurs de l'État concerné, l'effet pour les travailleurs d'une invasion ou d'une défaite militaire sont des réalités incontestables sur lesquelles l'idéologie bourgeoise a eu beau jeu de greffer le mythe de l' « intérêt national ».

L'innovation, apparue depuis une douzaine d'années, c'est que certaines firmes n'ont plus de solidarité avec celles qui sont implantées dans le même pays, en fonction de leur organisation financière, de leurs structures de production ou de la stratégie employée par les patrons.

C'est d'ailleurs pour cette raison qu'il ne sert à rien d'essayer de définir les firmes multinationales comme on l'a fait quelquefois, d'après l'importance de leur chiffre d'affaires ou le nombre des pays où elles sont implantées. Le seul caractère qui donne à certaines firmes des moyens nouveaux, qui en fasse un élément inconnu jusqu'ici, c'est de n'avoir pas les mêmes intérêts que les autres entreprises d'un même pays.

Le développement des multinationales constitue un phénomène récent qui bouleverse complètement l'analyse du capitalisme.

Mais il est clair que, dans la réalité, le schéma théorique d'un monde complètement et totalement soumis à l'emprise des multinationales ne se trouve nulle part, parce que certains éléments subsistent de l'ancien système, parce que certains secteurs ne sont pas facilement intégrables et parce que des obstacles politiques peuvent s'y opposer.

A. LES LIMITES ET LES OBSTACLES A L'EMPRISE DES MULTINATIONALES

1. Les éléments anciens.

Actuellement, dans tous les pays, les firmes multinationales restent au début de leur évolution : leur emprise est de plus en plus grande, mais il subsiste d'importants secteurs encore dominés par un capitalisme national qui essaie de survivre soit en se réservant par exemple les marchés de l'État, soit en obtenant que l'État intervienne pour lui obtenir des marchés étrangers difficilement accessibles à d'autres pour des raisons politiques. Ainsi, le rôle de la diplomatie française est essentiellement aujourd'hui de maintenir des relations commerciales avec des pays considérés comme pestiférés : cela a été le cas de la Chine quand le gouvernement américain interdisait à ses ressortissants d'y exporter; c'est celui de la Grèce, de l'Afrique du Sud, etc., en particulier pour les fournitures d'armes, et cela permet la survie d'entreprises (exemple Berliet) qui n'auraient pas, autrement, pu faire face à la concurrence internationale.

Ce capitalisme de taille nationale a de fortes chances de subsister encore très longtemps, soit comme sous-traitant des très grandes entreprises (et alors complètement dépendant de la stratégie des firmes multinationales), soit dans des secteurs marginaux dont les grandes entreprises se désintéressent (risques trop élevés, ou faible importance du marché). Mais son rôle politique sera de moins en moins grand, d'autant que son déclin est inéluctable dans la logique du marché : les entreprises de taille nationale ne peuvent échapper aux risques de nationalisation, ou de dirigisme, qu'en exigeant le respect de la loi du marché; or la tendance « naturelle » du capitalisme est à la concentration, la loi du marché conduit à la domination du plus fort, c'est-à-dire à l'absorption de ce capitalisme national par les multinationales.

Un exemple : toutes les petites entreprises, en France, ont soutenu la campagne de privatisation du secteur public au nom de la vérité des prix et



la même logique conduit à ouvrir les marchés de l'Etat aux entreprises qui font les prix les moins élevés, qu'elles soient françaises ou non, c'est-à-dire les plus puissantes commercialement, c'est-à-dire aux multinationales et c'est ainsi que toute une série d'entreprises tendent à détruire au nom de la libre concurrence les privilèges qui les font vivre : elles ne peuvent pas se comporter autrement.

Quoi qu'il en soit, le résultat est qu'actuellement, les forces sociales sur un même territoire tendent à se regrouper en trois groupes (avec leurs contradictions internes, etc.) et non deux : les travailleurs, le capitalisme national et le capitalisme multinational. L'Etat, du coup, prend une double forme : à la fois défenseur du capitalisme national, essayant parfois (c'est la phase gaulliste) de lui donner les moyens de reprendre sa puissance passée (tentative nécessairement vouée à l'échec, comme le gaullisme l'a montré : ou bien l'Etat prend en charge directement certains secteurs, mais il s'oppose au caractère capitaliste du système et il doit céder; ou bien il laisse faire les mécanismes du marché et du même coup ouvre la porte aux firmes multinationales au détriment du capitalisme national); l'Etat est en même temps représentant du capitalisme en général, c'est-à-dire exprimant, contre les travailleurs et contre ceux qui refusent la société de profit, l'unité des deux capitalismes (national et multinational) dont les intérêts sont pourtant inconciliables.

2. Les secteurs moins facilement intégrables dans le schéma d'un monde formé de firmes multinationales.

Pour certaines activités, directement liées au sol (agriculture, exploitation des ressources minières, construction immobilière), il est possible que la domination par les firmes multinationales ne transforme pas aussi radicalement la situation antérieure.

Cela ne signifie pas, bien au contraire, que ces secteurs ne puissent pas être contrôlés par des firmes multinationales. Simplement un gouvernement, exprimant soit les vues du capitalisme national, soit l'aspiration à une rupture avec le système du profit, peut plus facilement les mettre en échec ou au moins limiter leur action. Exemples : marge de manoeuvre de l'OPEP vis-à-vis des pétroliers, rôle de l'U.P. au Chili face aux producteurs de cuivre; succès de la politique pétrolière de l'Algérie; dans tous ces secteurs, le gouvernement, dans la mesure où il exerce son autorité sur une zone géographique donnée, dispose de moyens de pression plus considérables. A la limite, un gouvernement peut nationaliser l'agriculture, les mines, le sol à bâtir : il retrouve alors du même coup les moyens d'appliquer, dans ces domaines-là, la politique qu'il a décidée et qu'on suppose, par définition, différente de celle des multinationales. Alors que nationaliser l'usine Ford de Bordeaux n'a pas de signification : ou bien on la laisse tourner avec des objectifs de production, des conditions de travail, de salaires, etc., décidés par Ford, et alors à quoi bon nationaliser ; ou bien on la démolit pour construire autre chose.

En tous cas, il semble bien qu'à l'heure actuelle, c'est à cause du caractère particulier de l'agriculture (et aussi parce que la concentration y est moins forte, l'emprise des multinationales beaucoup plus limitée) qu'elle représente un secteur où le capitalisme national reste dominant, et où les Etats (c'est aussi vrai pour Nixon que pour Pompidou ou Heath) restent plus largement que dans d'autres domaines porte-parole de leurs agriculteurs nationaux, essayant de marquer des points contre ceux des autres pays selon les schémas d'affrontement des capitalismes nationaux qu'on a connus jusqu'ici.



3. Les obstacles politiques au développement des firmes multinationales.

Le seul obstacle qui pourrait réellement empêcher la mise en place d'un capitalisme correspondant plus ou moins au schéma dressé plus haut, c'est le refus des conséquences de l'économie de marché, au nom d'objectifs politiques dont l'application exige que le pouvoir de décision soit enlevé aux firmes multinationales.

Dans les années 30, une évolution analogue a pu conduire au fascisme qui était, entre autres, l'opposition des bourgeoisies italienne et allemande, à un libéralisme économique dont elles étaient victimes. Incapables de résister commercialement à la concurrence internationale, elles n'ont pu que refuser la loi du marché au nom du nationalisme en fermant les frontières, en organisant une mobilisation politique autour d'objectifs imposés à l'ensemble de la nation, et finalement en cherchant l'ouverture par l'armée des sources de matières premières et de marchés extérieurs.

Il est tout à fait remarquable qu'aujourd'hui les régimes faussement appelés « fascistes » n'ont plus du tout ce caractère : en Grèce, comme au Brésil ou au Maroc par exemple, des régimes militaires policiers, sanguinaires, autoritaires, ne se donnent pas pour but d'assurer le développement des firmes nationales, bien au contraire : elles sont au service du capitalisme en général, des entreprises les plus puissantes (c'est-à-dire les multinationales) : pas trace (ou peu) de xénophobie, pas d'idéologie nationale, pas de restrictions à l'implantation des grandes firmes étrangères : les colonels luttent contre ce qui s'oppose au capitalisme, qu'il soit national ou pas.

Peut-être la différence entre Mussolini et Papadopoulos tient-elle à ce que, dans la Grèce de 1967, les intérêts capitalistes étaient déjà trop composites pour donner naissance à un régime nationaliste ?

La situation reste différente en Espagne, où l'orientation de l'Opus Dei (et en particulier de Lopez Bravo) semblait représenter celle d'un régime autoritaire (mais moins brutal) au service des multinationales. La tentative était-elle prématurée ? ou bien y a-t-il d'autres raisons ?

Quoi qu'il en soit, il reste vrai que dans certaines circonstances historiques, la lutte contre les conséquences de la loi du marché ont pu déboucher sur le fascisme. Si l'explication donnée pour la Grèce est valable, cela signifie que les capitalismes nationaux n'ont plus aujourd'hui les moyens d'assurer leur survie (même par l'intermédiaire du fascisme). Cela ne veut pas dire, bien au contraire, qu'il n'y aura plus de régime utilisant des méthodes comparables : cela signifie simplement qu'ils ne sont pas au service des mêmes intérêts.

C'est donc seulement en dégageant des objectifs politiques correspondant aux aspirations de toute une population qu'on peut faire échec à l'évolution vers un monde entièrement dominé par les firmes multinationales.

Mais il faut ensuite avoir les moyens de cette politique et c'est cela que les firmes multinationales mettent le plus gravement en cause en éparpillant dans plusieurs pays différentes phases du processus de production d'un même objet : un pouvoir, quel qu'il soit, est totalement paralysé s'il ne dispose, pour appliquer la politique décidée, que d'unités de production fabriquant uniquement certains morceaux des ensembles nécessaires pour faire fonctionner une économie. Cela veut dire d'abord que la rupture avec le capitalisme doit se faire dans une zone géographique assez vaste pour rendre possible une évolution économique cohérente; ensuite que le souci de préserver la capacité d'une production autonome doit devenir rapidement une préoccupation majeure; enfin, que dans quelque temps, si rien n'arrête l'actuelle évolution du capitalisme, elle risque de devenir difficilement réversible.



Dernière réflexion sur ce sujet : la lutte contre les conséquences du développement des firmes multinationales prend appui sur le sentiment d'un groupe de population, situé dans une zone géographique donnée, qu'il a le droit de choisir lui-même quelle doit être l'évolution de l'espace sur lequel il vit. Cette réaction peut facilement être déviée vers le refus de toute évolution, voire vers des réactions purement poujadistes. De même, en défendant son droit à décider de l'aménagement d'un espace, cette même population peut être tentée de s'aménager un îlot d'aisance et de bien-être contraire à tout esprit de solidarité. Cela rapproche d'une autre difficulté : sur le plan syndical, la lutte ne peut se faire qu'à l'échelle de la firme multinationale elle-même, mais il ne faut pas que cela conduise à remplacer le clivage dans la classe ouvrière entre pays sur-exploités et pays avancés par un clivage entre travailleurs des multinationales et les autres.

B. APPLICATION DES SCHEMAS D'ANALYSE

Mais le meilleur moyen de voir si ces quelques réflexions ont une quelconque utilité pour mieux comprendre l'évolution du capitalisme, c'est de les appliquer à quelques problèmes actuels et de rechercher si cela donne des résultats opératoires. On prendra trois exemples dont il faudra essayer plus tard d'approfondir l'analyse : l'Europe, la crise monétaire internationale, les relations Europe/Etats-Unis.

1. L'Europe.

On aurait bien surpris Robert Schumann, Adenauer et de Gasperi en leur disant qu'ils agissaient selon des principes marxistes. Pourtant, c'était assez exact : le traité de Rome a pour but de créer les conditions commerciales (suppression des barrières douanières, harmonisation des législations fiscales, ou sur les assurances, les brevets, etc.) d'une infrastructure économique à l'échelle de l'Europe, avec l'arrière-pensée que quand cette infrastructure existera, elle donnera automatiquement naissance aux superstructures politiques correspondantes.

Le calcul était presque bon, mais les « pères » du traité de Rome ne pouvaient pas prévoir que le Kennedy Round, les eurodollars, les ordinateurs et les télécommunications allaient anéantir leurs projets; c'est à cause de ces quatre éléments que la tendance « naturelle » du capitalisme a été de faire non pas des firmes de taille européenne, mais des entreprises à l'échelle mondiale. Du coup, l'infrastructure n'étant pas européenne, aucune superstructure ne peut naître à l'échelle de l'Europe et on trouve d'un côté des intérêts proprement nationaux, de l'autre des intérêts purement capitalistes, mais rien qui soit spécifiquement européen.

Sauf pour ce qui concerne l'agriculture où une politique commune a été appliquée pour accélérer la modernisation des structures et aboutir à une agriculture moderne de grandes exploitations liées aux industries alimentaires. Cette politique agricole elle-même est chaque fois remise en cause et reste terriblement compromise.

En fait, le seul élément qui ne soit pas cohérent avec l'analyse précédente est la récente décision de mettre sur pied une politique spatiale. Trois explications possibles : ou cette décision ne sera pas plus appliquée que d'autres analogues déjà prises dans le passé; ou bien des politiques communes sont possibles dans des secteurs qui ne sont pas directement soumis à la concurrence commerciale internationale, où les décisions sont entre les mains des autorités « politiques » et où on utilise des crédits publics; ou bien l'analyse faite précédemment des conséquences du développement des multinationales n'est pas parfaitement exacte.



2. La crise monétaire internationale.

Ce n'est pas la première fois qu'il y a une crise profonde. Mais celle-ci contient un certain nombre d'éléments nouveaux :

- l'inflation est plus forte et plus prolongée que jamais;
- les mécanismes correctifs habituels ne produisent pas leurs effets;
- la crise frappe le plus durement la monnaie américaine, alors que les Etats-Unis restent commercialement, politiquement, la puissance dominante et sans qu'ils aient à prendre les mesures nécessaires pour rétablir l'équilibre de leurs échanges extérieurs.

En fait, un certain nombre de ces éléments se comprennent mieux si on tient compte de l'intervention des firmes multinationales.

1) Dans l'origine de la crise : il y a actuellement une « grande » discussion pour savoir si les multinationales sont à l'origine de la crise ou si elles se bornent à en profiter. Cette querelle semble parfaitement dépourvue de toute espèce d'intérêt. On peut dire en revanche que depuis quelques années, il semble qu'un bon nombre de grandes firmes transforment leurs équipements de production pour avoir des systèmes plus automatisés, exigeant une main-d'œuvre moins nombreuse et surtout moins qualifiée. Cela renforce les tensions inflationnistes en accroissant la demande sans augmentation correspondante de la production.

Les multinationales spéculent sur les variations de change en plaçant leurs liquidités tant qu'elles ne sont pas affectées à des investissements définitifs, ce qui amplifie les mouvements spéculatifs.

2) Surtout, l'existence de différentes monnaies traduit un rapport de force entre capitalismes nationaux qui est parfaitement étranger au monde des firmes multinationales. La crise monétaire traduit dans une très large mesure l'inadaptation du système monétaire aux nouvelles structures du capitalisme : la juxtaposition de monnaies nationales n'a pas de sens pour une économie de firmes multinationales.

La crise du dollar traduit un affaiblissement du capitalisme spécifiquement américain de ces firmes dont la dimension ne dépasse pas celle des Etats-Unis et qui commencent elles aussi à être victimes de la concentration : ce sont elles qui pâtissent des mesures prises pour essayer de remédier à la crise (hausse du taux d'intérêt en particulier) mais aussi des effets directs de la dévaluation (ceux qui ont des avoirs en monnaies réévaluées et qui peuvent fort bien être des firmes multinationales d'origine américaine peuvent plus facilement prendre le contrôle des entreprises plus petites en rachetant leur capital par exemple).

Au contraire, les firmes multinationales, même d'origine américaine, en souffrent beaucoup moins : leurs avoirs en monnaies autres que le dollar en sont réévalués, leurs moyens d'action restent intacts et c'est ce qui explique que les Etats-Unis restent commercialement et politiquement de loin les plus puissants.

3. Les relations Etats-Unis - Europe.

En apparence Nixon, bien que vaincu en Indochine, affaibli par l'affaire du Watergate, choisit le moment de la dévaluation du dollar pour imposer à l'Europe une série de diktats économiques (réduction des droits de douane sur les importations américaines, spécialement agricoles), politiques (révision de « l'alliance atlantique »), militaires, monétaires.

En fait, les demandes de Nixon se situent sur deux niveaux très différents, qui leur donnent des chances différentes d'être acceptées :



1) En tant que porte-parole du capitalisme national américain, il demande une réduction des droits de douane pour l'entrée sur le territoire de la C.E.E. et il est frappant de voir que la démarche vaut surtout pour les produits agricoles, c'est-à-dire dans un secteur où, même aux Etats-Unis, les structures restent essentiellement nationales.

Là Nixon joue le rôle traditionnel de défenseur d'un capitalisme national contre un autre capitalisme national, en essayant de marquer des points contre les agriculteurs des pays d'Europe et le succès de sa démarche dépendra du rapport des forces entre eux. En l'occurrence, il risque d'être assez favorable aux Américains, d'autant plus qu'en face de lui, il y a non pas un intérêt européen, mais des intérêts nationaux divergents : la demande de Nixon satisfait les pays de la C.E.E.; les seuls qui en feraient les frais seraient les agriculteurs essentiellement de France et d'Italie.

Mais enfin, ici, les rapports Europe/Etats-Unis sont des rapports conflictuels entre concurrents et suivant la puissance des intérêts adverses, Nixon pourra être plus ou moins battu en brèche.

2) Au contraire, quand il parle de modifier l'alliance atlantique sur le plan militaire et monétaire, d'une part il ne s'adresse plus seulement à la C.E.E. mais à l'ensemble du monde capitaliste (puisque cet atlantisme-là va jusqu'au Japon) et il parle au nom du capitalisme en général.

Au fond son discours signifie : l'époque du capitalisme américain dominant et intervenant partout est révolue; il faut maintenant s'adapter aux nouvelles structures du capitalisme, c'est-à-dire que chaque gouvernement doit être à même d'empêcher le renversement du capitalisme sur le territoire dont il est responsable, que la menace soit interne ou externe. Les Etats-Unis n'ont donc pas plus de responsabilités que les autres : ils ne sont responsables que du maintien de l'ordre capitaliste sur leur sol, que les autres en fassent autant pour ce qui les concerne : ce qu'il y a à défendre, c'est le capitalisme dans son ensemble, et non les intérêts nationaux de tel ou tel, chaque Etat doit donc jouer le même rôle dans sa zone géographique pour le plus grand bien de toutes les firmes capitalistes, qu'elles battent ou non son pavillon.

Et sur le plan monétaire : « Les accords de Bretton Woods correspondent à une époque révolue, le système monétaire international ne peut plus être ce qu'il était du temps des rivalités entre empires nationaux; il faut construire un nouveau système qui, à défaut d'instaurer une monnaie unique dans l'ensemble du monde capitaliste, soit adapté à la part prépondérante des firmes multinationales dans l'organisation économique et politique. »

Cette fois, les chances de succès de sa démarche ne dépendent plus des rapports de force entre capitalismes américain et allemand, français ou anglais. Il dépend de savoir si le déclin des empires nationaux est suffisamment avancé par rapport aux multinationales pour qu'on avance vers une nouvelle organisation, dans laquelle l'élément national aurait beaucoup moins de place (et alors les demandes de Nixon seront largement acceptées) ou bien si les capitalismes nationaux ont conservé (y compris aux Etats-Unis) une vitalité suffisante pour s'opposer à des changements qui prennent acte de leur déconfiture (et alors il faudra constater que la situation n'est pas encore mûre, et que la nouvelle organisation militaire et monétaire de l'Alliance Atlantique devra être reportée à une date ultérieure).

Bernard JAUMONT.